

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES
D'AIX EN PROVENCE

CONFERENCE

HYDROPOLITIQUE ET DEVELOPPEMENT
ENJEUX ET STRATEGIE
POUR LE XXI^{eme} SIECLE

Par

M. Loïc FAUCHON

PRESIDENT DU CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

Je voudrais remercier l'IEP et l'Association des Anciens Elèves de cette invitation. Pas pour le choix du conférencier, mais pour celui du sujet.

Le sujet de l'eau est important pour le siècle qui commence.

C'est un problème fondamental car de sa résolution dépend en partie l'avenir de plusieurs milliards d'être humains. La situation faite aujourd'hui à l'eau est inacceptable et je voudrais aujourd'hui vous convaincre très simplement que nous ne pouvons plus longtemps accepter l'inacceptable.

Inacceptable parce que l'eau, durant l'année 2004, a fait dix fois plus de morts que l'ensemble des guerres qui sévissent à travers la planète.

Inacceptable parce que avec 25 000 morts par jour, l'eau est de très loin, la première cause de mortalité dans le monde, avec toutes les conséquences que cela a en terme de coût de santé publique.

Inacceptable parce que des centaines de millions d'enfants, souvent jeunes, de femmes, consacrent une part importante de leur journée à la quête de l'eau et que c'est, pour ces enfants et pour ces femmes, aussi parfois pour des hommes, souvent la première impossibilité d'avoir accès à l'éducation la plus élémentaire.

Nous savons, vous savez vous mobiliser pour de grandes causes, pour tenter d'arrêter l'épidémie de SIDA, pour refuser les guerres, pour apporter un secours après de grandes catastrophes naturelles comme le Tsunami ou le tremblement de terre le plus récent au Pakistan.

Nous devons, chacun d'entre nous doit se mobiliser pour la cause de l'eau qui est la première cause de misère, de souffrance, d'inégalité et de pauvreté dans le monde.

Les hommes et les femmes aujourd'hui, dans le monde, naissent inégaux en droit face à l'accès à l'eau.

Car la question aujourd'hui est terriblement simple : Pouvons nous aujourd'hui assurer l'ACCES A L'EAU POUR TOUS.

Est-ce possible, le voulons-nous, en sommes-nous capables, voilà je crois une manière concise et sobre de la résumer.

En d'autres termes, l'eau pour tous demain est-ce une réalité possible ou un rêve incertain ?

C'est un sujet particulièrement vaste, je n'aurai aucunement l'ambition de prétendre le traiter de manière exhaustive. Il faut l'approcher avec prudence, et humilité, c'est ce que nous allons tenter de faire.

Si nous nous demandons si nous pouvons assurer de l'eau à tous, c'est sans doute qu'elle est rare. Et pourtant contrairement à des idées mal reçues, l'eau est une ressource particulièrement abondante, même c'est vrai, si elle est souvent peu accessible.

Le volume de l'eau sur terre serait de l'ordre de 1,4 milliard de km³. Vous me direz le km³ c'est pas un truc qu'il y a dans les problèmes de robinet à l'école primaire. Alors, à fortiori le milliard de km³, ça fait plutôt « année lumière ».

Retenez simplement que l'eau douce, celle qui n'est pas salée, ne représente, si l'on peut dire, que 2,5 % du total. Ca fait encore quelques bidons, de l'ordre de 35 millions de km³.

Dans ce total l'eau des glaciers et de la couverture neigeuse pèse, c'est le cas de le dire pour les deux tiers. Dans la réalité, on parle ici de l'Antarctique, avec son gigantesque socle glaciaire et du Groenland qui représente à lui seul, quelques seaux à glaçons.

Que nous reste-t-il, les fleuves, les lacs, les nappes, les réservoirs plus ou moins profonds. Et dans cette multitude ce qui est utilisable, captable. 1 % seulement au total de l'eau douce soit quelque 300.000 km³.

Or, que prélevons-nous tout autour de la planète. De l'ordre de 5000 km³ ? C'est dire qu'il y a de la marge.

Bon, la démonstration est faite. La conférence est terminée, il y a beaucoup plus d'eau qu'il n'en faut. Circulez, il n'y a rien à voir.

Sauf que. Sauf que cette eau, elle n'est pas toujours là où il faut. Quand il le faut et comme il le faut.

Là il y en a trop, des fois même beaucoup trop... Ici, il n'y en pas ou pas assez. Ici encore, elle ne coule qu'occasionnellement, là sa qualité est déplorable.

Bon, avec tout ça, vous n'êtes pas encore partis.

La Méditerranée et l'ensemble proche-oriental sont un exemple frappant de ces disparités, de ce que j'appellerais ici une « inconstance hydrique ». La disponibilité y varie de 40 l à 400 l/j/habitant et peut-être plus.

C'est l'illustration de l'existence d'un « triangle de la soif » de Gibraltar à la Corne de l'Afrique et jusqu'au Pakistan. Plus d'un demi-milliard d'habitants. Un stress hydrique fréquent allant ici et là jusqu'à la pénurie.

Paradoxalement, dans nombre des pays de cette région la desserte en eau est plutôt bonne. Aussi, elle dépasse 80 % dans la plupart des états riverains de la Méditerranée grâce aux efforts entrepris par les états eux-mêmes.

Evidemment cette question des ressources doit être replacée dans un contexte d'évolution climatique complexe et dont les contours restent particulièrement incertains.

Ne confondons pas en effet un réchauffement qui s'inscrit dans la durée. Qu'avons-nous observé qui ait été mesuré : environ un demi-degré de plus pour le XXème siècle. C'est à la fois peu et beaucoup et l'on ne peut que faire des projections très incertaines donc très contestées pour le siècle en cours.

D'un côté, cet éventuel réchauffement et de l'autre des dérèglements climatiques comme il en a toujours existé, aussi loin que nous le rapporte les chroniques. Savez-vous ainsi qu'Emmanuel Le Roy Ladurie, l'un de nos seuls historiens du climat rapporte qu'il y eut des canicules très sévères en France en 1206, en 1473, en 1516, et ainsi jusqu'en 1718 et 1719, deux années de suite qui firent en deux ans 450.000 morts, trente fois plus que l'été dernier dans un pays qui comptait alors trois fois moins d'habitants.

Tout cela relève de cycles courts, d'épisodes instantanés, dont on apprécie mal l'amplitude et qui favorisent à l'évidence l'expression des extrêmes. Des précipitations débridées d'un côté, des sécheresses accrues de l'autre, quand ce n'est pas au même endroit d'une saison à l'autre. Bref, nos météorologues sont un peu désorientés et surtout les conséquences financières sont pesantes.

A la Nouvelle Orléans demain, on construira des digues plus hautes, ici on doublera un barrage pour avoir une ressource en eau assurée, là on fera des forages plus profonds parce qu'il n'y a plus assez d'eau au quotidien.

La conséquence est immédiate, il faut sur-calibrer nombre d'investissements et cela a un coût en matière de finances publiques qui freine la recherche de l'accès à l'eau pour tous.

Mais nos difficultés ne s'arrêtent pas là, car la sagesse de l'homme est quelque peu écornée par l'inconséquence de certaines de ses activités.

Il faut le dire assez nettement, l'homme est bien souvent le premier ennemi de l'eau car les activités qu'il développe représentent fréquemment une menace pour l'eau.

C'est évidemment le cas de la pollution marine, qu'elle vienne de terre ou du transport maritime. C'est le cas avec les effluents agricoles qui polluent parfois des bassins hydrographiques entiers.

C'est encore le cas avec les rejets industriels de toutes sortes, ou plus simplement avec l'absence d'épuration de villes et de mégapoles dont on voit trop fréquemment encore les effets en Méditerranée.

Mais cette menace ne se limite pas à la dégradation de la qualité de l'eau. Elle a parfois des causes plus complexes. Ainsi en est-il du rapport entre l'eau et la démographie. C'est un sujet rarement évoqué, considéré comme délicat et même pour certains purement et simplement tabou.

Depuis le début de l'histoire de l'humanité, ce n'est qu'en 1830 que la planète a atteint un milliard d'habitants. Un siècle seulement aura suffi pour le second milliard. Le troisième arrive en 40 ans, et il n'aura fallu que douze ans pour le plus récent, le sixième milliard.

On peut y ajouter chaque mois l'équivalent de la population de l'agglomération new-yorkaise. Et si un million de personnes disparaissent à l'occasion d'une famine ou d'une guerre, elles sont remplacées en quatre jours.

Cette explosion démographique entraîne bien évidemment une augmentation spectaculaire des besoins en eau tirée des rivières et des aquifères. Car si la population mondiale a doublé depuis le milieu du XX^e siècle, la consommation d'eau a elle plus que triplée.

L'un s'ajoutant à l'autre, pollution de toutes sortes et concentrations excessives de population, le prix à payer est lourd, de plus en plus lourd.

Ce prix, vous le connaissez bien à travers ces manifestations que sont la dégradation des sols, la salinisation, la déforestation, l'érosion, la pollution des nappes, la baisse des aquifères, avec le cortège d'appauvrissement généralisé que ce la signifie.

Ce prix, c'est la moitié des plus grands fleuves du monde considérés comme gravement pollués ou en train de se tarir. Et autant de zones humides, écologiquement productives qui ont disparu en une centaine d'années.

L'autre menace que je voudrais évoquer, c'est celle du rapport entre l'homme et le pouvoir, celle que fait peser l'homme, par ses comportements souvent imprudents de soif d'expansion, d'appétit de conquêtes. Toutes choses qui provoquent des tensions, qui peuvent mener à des conflits liés à l'eau. Conflits locaux, régionaux, transfrontaliers, voire à l'échelle d'un sous-continent tout entier. Ce n'est évidemment pas une nouveauté. De tous temps les hommes se sont affrontés pour la maîtrise d'un puits, l'accès à une rivière, la propriété d'une source. De nos jours, ce sont les Etats qui s'opposent pour la maîtrise d'un bassin tout entier.

Les problèmes de ce type, au Proche-Orient sont évidemment dans tous les esprits. Avec la Palestine d'abord, où le stress hydrique est certainement l'un des plus importants qui soient. En Cisjordanie même les Palestiniens pourtant largement majoritaires ne disposent que de 10 % des droits d'eau et sont dans une totale dépendance à l'égard des Israéliens.

Alors, face à un tel constat, la question est de savoir comment la communauté internationale peut se mobiliser? Est-ce qu'elle le veut d'abord, est-ce qu'elle en est capable ensuite ?

Il faut d'abord faire admettre l'idée qu'à l'avenir, nous allons devoir modifier très sensiblement notre rapport à l'utilisation de l'eau. Dans les décennies à venir une règle s'imposera : gaspiller moins d'eau et la gérer mieux. L'un et l'autre étant tout à fait liés.

Eviter les pertes d'eau considérables dans l'agriculture comme dans les villes, savoir rechercher systématiquement les fuites et les réparer, et pour les citoyens, savoir utiliser

les évolutions technologiques pour cuisiner, se laver, arroser son jardin, pour tout ce qui fait que l'eau est un vecteur quotidien de la vie ou un vecteur de la vie quotidienne.

Cela nous amènera à considérer l'eau, quand ce n'est pas déjà le cas, comme une ressource limitée. Cela doit aussi nous imposer de tout mettre en œuvre pour disposer des ressources en eau partout où elles se trouvent dans le monde.

C'est la question du dessalement et du traitement des eaux saumâtres qui ont fait des progrès significatifs et sont aujourd'hui une solution extrêmement intéressante et infiniment moins coûteuse qu'elle ne l'était il y a 10 ans.

C'est la question, discutée et discutable, de l'utilisation des nappes profondes comme c'est le cas dans une partie de l'Afrique Saharienne.

C'est la question du captage de résurgences en mer dans les systèmes karstiques.

C'est la question des transferts d'eau à grande distance qui est souvent un sujet de polémique, parfois même en Europe, entre la France et l'Espagne, ou à l'intérieur de l'Espagne.

En tout les cas nous devons nous poser la question de savoir, en certaines circonstances, en certaines régions, pourquoi il n'y aurait pas demain des pipe-lines interrégionaux ou intercontinentaux, comme nous les connaissons aujourd'hui pour le gaz ou du pétrole ? Et si le gaz et le pétrole vont sans discussions, sauf de prix, du sud vers le nord, pourquoi l'eau n'irait-elle pas aussi parfois du nord vers le sud ?

Voilà trop brièvement l'eau en son état, ou plutôt l'état de la planète eau. Un état contrasté avec des motifs d'espoir autant que d'inquiétude.

Quels objectifs la communauté internationale peut-elle raisonnablement se fixer ? Quelles décisions prendre, quelles mesures imposer, quelles actions lancer pour améliorer, pour généraliser l'accès à l'eau ?

C'est tout le sens de l'action du Conseil Mondial de l'Eau, fédération d'organisations qui à un titre ou à un autre interviennent dans le domaine de l'eau. 350 organisations représentant plusieurs millions de professionnels publics et privés, nationaux ou locaux qui se sont fixées pour but d'élaborer une POLITIQUE MONDIALE DE L'EAU. au travers de rencontres dont le FORUM MONDIAL DE L'EAU, le dernier en mars 2003 à Kyoto, le prochain à Mexico.

Ces discussions, ces rencontres ont pour vocation de faire accepter tant par les décideurs, que par le grand public que l'eau est un grand sujet de notre siècle, qu'il nécessite une prise de conscience généralisée et que tous les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre pour que cesse ces situations d'inégalité et d'insuffisance.

Il y a 4 ou 5 sujets qui doivent, concrètement, être considérés par les élus :

- Le premier, et peut-être le plus important est celui du droit à l'eau.

C'est un droit exprimé sans ambiguïté, un élément de la dignité humaine. Et chaque citoyen dans le monde, chaque habitant de cette planète a droit à l'accès à l'eau et à une sanitation correcte.

Il faut pour cela des actes concrets. Il y en a de différentes formes :

Placer l'eau dans l'ensemble des textes internationaux et dans chacune des constitutions de tous les états du monde. C'est symbolique, me direz vous, mais les symboles sont parfois importants dans la vie, car ils permettent ensuite de déboucher sur des actions plus concrètes.

Et puis au quotidien, savons-nous définir des dotations minimales pour chaque citoyen, en tous les cas dans les pays développés ? Peut-on considérer que dans un pays comme la France, dans un pays européen, aujourd'hui, il puisse y avoir des familles qui n'auraient pas chaque jour une quantité d'eau limitée mais indispensable ?

Il y a également la capacité que nous avons à faire respecter le droit à l'eau dans les situations de conflits ou de catastrophes naturelles. Proposition qui nécessiterait sans doute, en tous les cas pour l'Europe, qu'une organisation Européenne, légère, simple, mais politiquement ordonnée et professionnellement organisée, soit mise en place.

- Au-delà du droit il y a la question de l'argent. Il en faut pour l'eau, il en faut plus. Et il faut au politique du courage pour dire où nous allons prendre cet argent et à qui. Car il ne suffit pas de dire dans les discours qu'il faut plus de moyens.

Comment le ferons-nous et comment ferons-nous en sorte que, dans l'ensemble des budgets publics, « les robinets passent toujours avant les fusils, que les budgets de l'eau et de l'environnement passent avant les budgets militaires ?

- Il y ensuite une question qui est au cœur de vos préoccupations, et qui est celle de l'organisation et de la compétence de l'eau.

On pourrait dire dans un raccourci de la « décentralisation » de l'eau. Mais les choses sont un peu plus compliquées. Je crois qu'il faut travailler beaucoup plus, que ce que nous avons pu le faire à travers le monde, sur le rôle de chacun. Travailler à quel serait le rôle des institutions, le rôle de l'Etat, rôle de régulateur, rôle de police, quel est le rôle des pouvoirs locaux, régionaux, communaux ou inter-communaux ?

Il est évident, chacun le sait, que au plus on rapproche la compétence de l'eau du citoyen, au mieux elle est exercée. Car chaque citoyen a son regard porté sur la gestion de l'eau, chaque citoyen a un avis sur la question de l'eau.

Pour cela nous devons améliorer l'éducation dans le domaine de l'eau. Le Conseil de l'Europe a d'ailleurs pris des initiatives dans ce domaine, il a une responsabilité, pour

que nos enfants, et demain, les enfants de nos enfants, puissent avoir accès à la meilleure éducation, la meilleure information, dans le domaine de l'eau.

- Le dernier point est celui, extrêmement difficile, des transferts de connaissance. Au cours des dernières décennies, des progrès technologiques très importants ont été réalisés dans le domaine de l'eau.

Nous avons cherché à les exporter, mais nous ne l'avons pas toujours fait avec l'intelligence et le recul nécessaire et ils n'ont pas toujours profité à ceux qui en avaient le plus besoin. Nous avons le devoir impératif d'adapter progressivement les savoirs de l'eau pour que les transferts et les programmes de recherche soient enfin adaptés aux particularismes locaux et à la culture de chaque pays.

Voilà, nous voulons discuter de tout cela au prochain Forum de Mexico. Les Forums de l'eau ne sont pas des conférences internationales, ce sont des lieux et des moments ouverts à tous, où les uns et les autres viennent se rencontrer, échanger.

Vous y êtes invités, vous y êtes les bienvenus, pour dire quels sont vos soucis mais également vos espoirs et vos attentes.

Dès lors chacun pourra jouer pleinement son rôle pour que la conscience de l'humanité s'éveille à la cause de l'eau. Chacun d'entre nous doit contribuer à élever la voix à nourrir le débat, en le faisant utilement, en y contribuant concrètement

A ce moment là seulement, ce seront la pénurie, l'inconséquence, le gaspillage que nous aurons rendu inacceptables.

Je vous remercie